



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

26 Avril 2022

🍷 Lancement du programme de financement du commerce d'ajustement à la crise ukrainienne de 4 Mds USD pour l'Afrique (UKAFPA) de l'Afreximbank

Suite à l'invasion russe en Ukraine, l'Afreximbank a mis en place un programme de financement du commerce de 4 Mds USD. Approuvé fin mars 2022, l'*Ukraine Crisis Adjustment Trade Financing Programme for Africa* vise à soutenir les économies africaines face aux effets de l'invasion russe à travers 5 axes : (i) le financement de l'ajustement des coûts de réorganisation des importations ; (ii) le financement du rachat de pétrole et de métaux ; (iii) la stabilisation des recettes d'exportation de produits de base ; (iv) le financement du déficit des recettes touristiques ; (v) la mise en place d'une ligne de crédit d'accélération des recettes d'exportation. L'Éthiopie, dépendante des importations de blé, d'engrais et d'acier en provenance d'Ukraine (12,8% des importations totales en 2020/21) est éligible à ce programme.

🍷 Burundi

La pénurie de carburant se poursuit

La pénurie de carburant se poursuit à Bujumbura. D'après une analyse d'*Iwacu*, cette pénurie entraîne des conséquences importantes : les bus ne sont pas disponibles, ce qui fait que la plupart des déplacements se fait à pied ; les prix de transport ont augmenté, voire doublé ; certains conducteurs finissent par acheter le carburant au marché noir où les prix ne sont pas réglementés. D'après *Globalpetroleprices*, le prix à la pompe au Burundi est à 1.267 EUR/litre alors que le prix au marché noir, selon l'analyse d'*Iwacu*, peut aller jusqu'à 6.680 EUR/litre.

🍷 Comores

Pas de brève cette semaine

🍷 Djibouti

Pas de brève cette semaine

🍷 Erythrée

Approbation de 5,5 MUSD pour le projet énergétique régional pour l'Afrique de l'Est

Le Fonds africain de développement (FAD) a approuvé une subvention d'assistance technique (AT) de 5,5 MUSD pour le déploiement de l'initiative *Desert to Power* qui sera mise en œuvre dans 4 pays (Éthiopie, Djibouti, Érythrée, Soudan). Nommé « Projet énergétique régional pour l'Afrique de l'Est », cet AT sera financée via le guichet régional des biens publics du FAD, branche concessionnelle du Groupe de la Banque africaine de développement. L'AT vise à consolider des études techniques pour les parcs solaires régionaux et les batteries de stockage associées à proximité des interconnexions énergétiques régionales et des câbles haute tension qui relient les systèmes électriques des 4 pays entre eux. L'initiative a également pour objectif le renforcement de la capacité technique des institutions chargées de la mise en œuvre du projet dont l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), une zone économique qui comprend Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Sud Soudan, Soudan and l'Ouganda.

🍷 Ethiopie

Hausse de la facture des importations d'engrais pour l'Éthiopie

Selon le ministère de l'Agriculture, les importations d'engrais ont coûté 1 Mds USD à l'Éthiopie sur les 9 premiers mois de 2021/22, contre 688 MUSD l'année dernière (soit une hausse des dépenses de 45,3%). En effet, l'*Ethiopian Agricultural Businesses Corporation (EABC)*, seul importateur d'engrais, aurait importé 1,3 Mt d'engrais sur les 1,5 Mt requis pour

2022. Alors qu'EABC avait engagé il y a six mois l'entreprise *FertiGlobe* (basée à Abu Dhabi) pour fournir à l'Éthiopie 500 kt d'engrais à 710 USD/t, la société a résilié son contrat en invoquant la hausse des prix sur le marché mondial qui a bondi à 1000 USD/t au cours des premières semaines de 2022. En outre, l'EABC avait conclu un accord avec le groupe marocain OCP pour fournir 780 kt de NPS (azote, phosphore et soufre), en novembre 2021, mais seuls 63 % (491 kt) ont été livrées à date pour un coût de 650 USD/t (contre 280 USD/t en moyenne l'année dernière ; soit une multiplication par 2,3 du prix). Dans un contexte macroéconomique qui se détériore (réserves en devises couvrant 1,8 mois d'importations) et une hausse de la demande interne (+ 24%/an sur la dernière décennie), la hausse du prix de l'engrais et des transports (x2,6) sur le marché international et la guerre en Ukraine viennent exacerber la situation de l'Éthiopie.

🍷 Kenya

Augmentation du prix des péages de l'Expressway en raison de l'affaiblissement du shilling

L'affaiblissement du shilling kenyan face au dollar a contraint le gouvernement à augmenter les frais de péage de la *Nairobi Expressway* avant même sa mise en service prévue en juin 2022. Ce PPP en concession, financé par *Moja Expressway* (société de projet détenue intégralement par l'entreprise publique chinoise *China Road and Bridge Construction*), est une autoroute à péages, essentiellement en viaduc, destinée à réduire la congestion routière dans le centre de Nairobi. Les tarifs de péages - indexés sur le taux de change shilling/dollars - ont été revus à la hausse selon le taux de change en vigueur en décembre dernier (113,14 KES contre 103,79 KES à la même période en 2020). Les automobilistes paieront donc jusqu'à 350 KES de plus pour

utiliser la *Nairobi Expressway*. Emprunter cette autoroute coûtera entre 120 et 1800 KES, selon les modèles de véhicules et de la distance parcourue, contre 100 à 1550 KES prévus initialement. La révision de ces frais de péage permet de protéger la société de projet contre le risque de change. Ces tarifs pourront être ajustés chaque année selon l'évolution de l'indice des prix à la consommation et du taux de change à compter du début de l'exploitation. Les revenus de la société de projet sont estimés à 302,5 Mds KES (2,4 Mds EUR) par an, soit 3,9 Mds KES (24 MEUR) de profits annuels pendant les 28 années d'exploitation.

Le Kenya cherche du pétrole des Emirats Arabes Unis (EAU) à crédit pour mettre fin à la pénurie de carburant

Le Kenya est en pourparlers pour importer à crédit un tiers de son carburant des Émirats arabes unis dans le but de réduire la domination des majors pétrolières qui ont été rendues responsables des pénuries de carburant. Selon une analyse de *Business Daily*, les hauts responsables du secteur de l'énergie vont autoriser la *National Oil Corporation of Kenya* (NOCK), une entreprise publique, à expédier 30% des besoins en diesel et en essence du pays. La NOCK devra vendre la majeure partie de la cargaison des EAU à de petits revendeurs indépendants, qui ont récemment été coupés du marché de gros. Ceci est dû à la subvention de l'État introduite pour alléger le coût du carburant, qui a fait que les prix de gros correspondent presque au coût de vente du diesel et de l'essence à la pompe, rendant l'activité non rentable pour les acteurs indépendants qui n'importent pas et ne s'approvisionnent pas auprès de ces grands acteurs. Cette décision a contribué en partie à la pénurie de carburant qui sévit au Kenya depuis le mois dernier, étant donné que les petits détaillants indépendants contrôlent 40% du marché.

Le Kenya pourrait abandonner l'émission d'un eurobond de 1,0 Md USD en raison de la hausse globale des taux

Le *National Treasury* a annoncé qu'il était fort probable que l'eurobond de 1,0 Md USD, initialement prévu en décembre avant d'être reporté, ne soit pas émis au cours de l'année fiscale en cours se terminant le 31 juin. En cause, des conditions des marchés de capitaux internationaux défavorables, avec des rendements élevés sur les titres négociés. Ce resserrement des conditions financières mondiales est une résultante directe de la guerre en Ukraine et de son impact sur l'inflation globale, augmentant l'attrait des investisseurs internationaux pour les actifs sûrs comme les bons du Trésor américains et augmentant ainsi la prime de risque des émissions des économies émergentes. Pour mémoire, le pays a levé 1 Md USD sur 12 ans à 6,3% en juin dernier lors d'une émission qui a été 5 fois sursouscrite. En mars, le Nigeria a levé 1,25 Md USD sous la forme d'une obligation à 7 ans, assortie d'un taux de 8,375%, soit environ 2 points de pourcentage de plus que la dette similaire émise six mois plus tôt.

Google ouvre un centre de développement de produits à Nairobi, son premier en Afrique.

La multinationale américaine *Google* a annoncé qu'elle allait créer un centre de développement de produits à Nairobi, son premier en Afrique. Ce centre créera des produits et des services "transformateurs" pour le marché africain et le monde entier. Cette annonce intervient après que le géant de la technologie a révélé en octobre dernier son intention d'investir un milliard de dollars au cours des cinq prochaines années. Le centre sera le deuxième investissement majeur de Google dans la recherche et le développement en Afrique après la création d'un centre d'Intelligence Artificielle et de recherche au Ghana en 2019.

❖ Madagascar

Thomson Broadcast, filiale de Sipromad, rachète l'américain GatesAir

Thomson Broadcast, filiale à 100% du groupe malgache Sipromad, a annoncé le 23 avril la conclusion d'un accord pour l'acquisition de la société américaine *GatesAir Inc. (ex-Harris Broadcast Communication)*, basée à Cincinnati et filiale de la société d'investissement privé *The Gores Group LLC*. La finalisation du rachat devrait aboutir durant le deuxième trimestre 2022. *GatesAir* est spécialisée dans la fourniture d'équipements pour la radiodiffusion, notamment les systèmes audios pour les communications gouvernementales et la sécurité publique, ainsi que des liaisons pour radiodiffuseurs. *Thomson Broadcast* est présent sur le territoire américain depuis 2019 à travers un bureau et un centre de distribution à New York.

❖ Maurice

La reprise économique entraîne une hausse des importations mauriciennes en février 2022

Selon *Statistic Mauritius*, les importations ont augmenté en février 2022 de 15,9% (380 MEUR) en glissement annuel, tandis que les exportations n'ont augmenté que de 4% (130 MEUR). Les importations ont concerné principalement les hydrocarbures, les denrées alimentaires et les matériels de transport. Les industries manufacturières et notamment celles du secteur textile ont soutenu les exportations. Signe d'une normalisation de la situation, la France redevient le premier client de Maurice avec 15,2% des exportations. Elle est suivie par l'Afrique du Sud (10,4%) et le Royaume-Uni (10,2%).

❖ Ouganda

L'Ouganda se positionne pour accueillir la Banque centrale de l'Afrique de l'Est

Lors d'une rencontre avec le secteur privé portant sur l'investissement et la création d'emplois, la première vice-Première ministre, Rebecca Kadaga, en charge des Affaires de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), a annoncé que l'Ouganda - en concurrence avec le Kenya, la Tanzanie et le Burundi - était prêt à accueillir la potentielle Banque centrale d'Afrique de l'Est. Pour rappel, la CAE a en effet pour projet de se doter, à horizon 2024, d'une monnaie unique. Rebecca Kadaga a également incité les acteurs privés et publics ougandais à s'ouvrir vers le marché congolais, ainsi que vers l'Afrique de l'Ouest. Une mission de délégation commerciale pourrait notamment être organisée pour accroître les liaisons aériennes avec l'Afrique de l'Ouest.

Les députés veulent réformer la *National Seed Company*

Lors de la présentation du rapport de la commission de l'agriculture, de l'industrie animale et de la pêche, la présidente de la commission a appelé à la réorganisation de la *National Seed Company* afin de stopper les contrefaçons des produits agricoles sur le marché. La présidente, Janet Okori Moe, a déclaré être consciente du coût élevé des intrants agricoles qui a forcé les agriculteurs à opter pour des intrants contrefaits et de mauvaise qualité sur le marché, réduisant la productivité des exploitations. Le rapport de la commission conseille au gouvernement de réformer la *National Seed Company* pour assurer la fourniture de semences et d'intrants de qualité qui sont subventionnés pour tous les agriculteurs du pays. Le rapport souligne également des difficultés propres à l'industrie agroalimentaire comme le coût élevé des

opérations en raison du coût élevé des services publics - électricité et transport - et l'approvisionnement insuffisant en intrants - conduisant à une sous-capacité des industries et des surcoûts. La commission recommande un essor de la productivité et de la compétitivité pour le secteur agro-industriel ougandais via la spécialisation du secteur sur des produits de base, le soutien aux usines déjà existantes - pour régler leurs problèmes d'intrants et de coûts d'opérations - et l'accroissement du capital social entre les producteurs et les agro-transformateurs - pour réduire les coûts par effets d'agglomération.

Rwanda

La BAD approuve un prêt de 180 MUSD pour l'électrification universelle

La Banque africaine de développement (BAD) a approuvé deux prêts pour cofinancer un important projet énergétique qui permettra d'étendre l'accès à l'électricité aux zones rurales du Rwanda. Au total, les prêts, d'un montant de 180 MUSD, devraient réduire les émissions de gaz à effet de serre et accélérer les efforts du pays pour atteindre une couverture électrique universelle d'ici 2024. Le projet prévoit la construction de plus de 1000 km de lignes à moyenne tension et de 3 300 km de lignes à basse tension afin de renforcer l'accès au dernier kilomètre. Il permettra également de construire 137 km de lignes à haute tension et six sous-stations nécessaires au renforcement du réseau. Le projet prévoit également l'installation ou la mise à niveau de plus de 1 200 transformateurs de distribution et des infrastructures connexes. Concrètement, le projet permettra de raccorder 77 470 ménages, 75 écoles, huit centres de santé et 65 centres administratifs au réseau électrique. En mars 2022, le taux de connectivité cumulé au Rwanda était de 69,80 % des ménages rwandais

dont 49,23 % connectés au réseau national et 20,57 % accédant par des systèmes hors réseau.

Seychelles

Progression du secteur de la restauration et des TIC au quatrième trimestre 2021

Dans son dernier bulletin trimestriel sur les comptes nationaux, le bureau national des statistiques seychellois constate une hausse globale des activités de certains secteurs en glissement annuel durant le quatrième trimestre 2021. Le secteur TIC, contribuant à hauteur de 8,8 % au PIB, a connu une progression de sa valeur ajoutée de 26 %, tandis que le secteur de la restauration (8,6 % du PIB) a augmenté de 14%. Néanmoins le secteur l'administration publique et de la sécurité sociale (principal contributeur au PIB à hauteur de 10,6%) connaît un ralentissement de 1%.

Somalie

Pas de brève cette semaine

Soudan

Collecte par les autorités de 5,2 tonnes d'or au 1^{er} trimestre 2022

Le ministre des Mines s'est félicité de la collecte d'or réalisée par la « *Sudanese Mineral Resources Company* » (SMRC) au premier trimestre 2022, qui s'élève à 5,2 tonnes, comparée à 4,3 tonnes en 2021. Selon le ministre, il s'agit de collecte la plus importante pour la même période depuis 5 ans. Les deux sources d'approvisionnement proviennent des sociétés d'extraction - 2,2

tonnes- et des sociétés de traitement des déchets aurifères - 3 tonnes -. La SMRC, qui représente le gouvernement du Soudan dans le secteur minier, reçoit une part de la production des sociétés minières à titre de droits d'exploitation. Pour mémoire, les exportations officielles d'or se sont élevées à 36 T en 2021, en progression de 21% par rapport à 2020. Elles représentent presque la moitié de la valeur des exportations soudanaises. Par ailleurs, selon le Directeur général de la « *Financial Markets Regulatory Authority* », les autorités ont achevé la rédaction des lois et règlements régissant le fonctionnement de la bourse d'or, dont l'appel d'offre pour la construction du siège a été clôturé le 20 février.

❖ Soudan du Sud

Le gouvernement japonais promet 22 MUSD pour la construction de quatre ponts à Djouba

Le gouvernement japonais a promis 22 MUSD pour construire quatre ponts supplémentaires. Le projet, dont l'étude de faisabilité a été réalisée il y a cinq ans, vise à faciliter la circulation des personnes et des marchandises à Juba pour accélérer les échanges. Le projet devrait être achevé dans environ trois ans. Les ponts identifiés sont *Kubiri Albino*, *Kelibalak*, *Kokora*, *Shuhada* et *Salakana*. Le pont *Kubiri Albino* relie la zone résidentielle de *Kator* à *Kelibalak*, celui de *Kokora* relie *Hai Tijariya* à *Hai Mayo*, *Shuhada* relie l'hôpital militaire de *Giada* à l'université de Juba et à *Suk-sita*, tandis que *Salakana* relie les zones de *Malakal*, *Konyo-konyo* et le port fluvial. Ce projet complète les soutiens précédents du Japon aux projets de ponts au Soudan du Sud. Le représentant de JICA, Fuyuki Sagara, a annoncé que les travaux du *Freedom Bridge* de Djouba, financé par le Japon, étaient terminés - le pont devant être inauguré en mai.

Le ministre Sud-Soudanais du pétrole évoque des signes de durcissement sur la législation pour l'emploi d'étrangers

Dans une lettre datée du 19 avril 2022, le ministre a ordonné au ministère du travail de demander son approbation avant de délivrer un permis de travail aux expatriés. Le ministre sollicite dans sa lettre une plus grande coopération entre ministères pour « rendre obligatoire, pour tous les détachés des partenaires étrangers qui demandent un permis de travail, la production d'une preuve de leur détachement par le ministère du pétrole comme condition préalable à l'obtention de l'approbation du permis de travail par le ministère du travail ». Ce durcissement peut détériorer le climat des affaires ainsi que pénaliser le développement du secteur pétrolier dans le pays

❖ Tanzanie

Visite de la présidente tanzanienne aux Etats-Unis : signature d'accords d'investissement pour un montant total de 5 Mds USD

Durant sa visite aux Etats-Unis, la présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan a assisté le 22 avril 2022 à la signature de 7 protocoles d'entente (MoU), ainsi que de lettres d'annonces dans divers secteurs, qui représenteraient des engagements d'un montant total de 5,04 Mds USD. Ces accords concerneraient, côté américain, plusieurs entreprises parmi lesquelles *Paralell Wireless* (qui aurait signé un contrat de 7,4 MUSD avec l'entreprise publique *Tanzania Telecommunications Company Ltd* pour la construction de tours de télécommunication dans le pays), mais aussi *Crane Currency* ; et *Astra Energy* (cette dernière avait annoncé, en mars 2022, être en pourparlers avec le gouvernement tanzanien pour la construction d'une centrale à gaz à cycle combiné). Un MoU

a également été signé avec la Chambre de Commerce des Etats-Unis et l'Autorité tanzanienne pour le Développement du Commerce (*TanTrade*) afin de renforcer la collaboration commerciale entre les deux pays.

En stock, la Tanzanie était, en 2019, le premier récipiendaire d'investissements directs américains au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est (1,5 Mds USD contre 353 MUSD pour le Kenya et 42 MUSD pour l'Ouganda).

Vodacom s'associe au gouvernement tanzanien pour déployer son service haut débit à l'ensemble du territoire

Vodacom Tanzania, premier opérateur de téléphonie mobile avec 29,4% de part de marché, a signé le 20 avril 2022, un accord de 4,59 MUSD avec la *Tanzania Telecommunications Company Ltd. (TTCL)* qui lui permettrait d'utiliser l'infrastructure de câbles

à fibre optique du *National ICT Broadband Backbone (NICTBB)*. Cette initiative ferait partie d'un projet plus vaste de Vodacom visant à investir 10,8 MUSD pour fournir de l'internet haut débit à l'ensemble du territoire national et ainsi se positionner sur les marchés ruraux, moins concurrentiels. L'initiative fait également écho au programme de transformation numérique du pays, au travers duquel le gouvernement ambitionne de fournir de la connectivité numérique à 80% de la population d'ici 2025.



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON

anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international